



Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 15

Mars 2024

DÉMOCRATIE ET CONFIANCE POLITIQUE EN POLOGNE : QUE RESTE-T-IL DE HUIT ANS DE RÉGIME ILLIBÉRAL DU PIS ?

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Florent Parmentier

Secrétaire général du CEVIPOF

florent.parmentier@sciencespo.fr

L'étude de la démocratie et de la confiance politique en Pologne révèle un paysage complexe, marqué par les huit années de gouvernement du PiS et le changement de majorité survenu en octobre 2023. Malgré une méfiance généralisée envers les institutions et le personnel politiques, les Polonais conservent un soutien « diffus » au régime démocratique, bien que des tendances illibérales persistent. Cette ambivalence soulève des questions sur la nature même de la confiance politique en Pologne. Il est crucial de poursuivre la recherche pour comprendre les mécanismes sous-jacents à cette dynamique et explorer les facteurs socio-politiques, économiques et culturels qui influent sur la perception de la politique et des institutions.

La vague 15 du Baromètre de la confiance du CEVIPOF a été réalisée grâce à un partenariat entre le CEVIPOF, le CESE, Intériale Mutuelle, CMA-France, EDF et l'Université Guido Carli - LUISS à Rome.

L'enquête de terrain Baromètre de la confiance politique a été réalisée par OpinionWay du 8 au 18 janvier 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 3 521 enquêtés en France, de 1 632 en Allemagne, de 1 706 en Italie et de 1 820 en Pologne.

Ni l'enquête ni son traitement ni les analyses qui en sont tirées n'ont fait l'objet d'un recours à l'intelligence artificielle.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF prend avec la vague 15 une dimension nouvelle en incluant, pour la première fois depuis 2009, la Pologne. Bien que nous ne disposions pas d'un suivi sur plusieurs années, l'analyse comparative des données des trois autres pays étudiés (France, Allemagne, Italie) nous permet de mettre en lumière les différences et les points communs entre les cas.

1.

Pour un panorama, voir Gilles Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2019

2.

Cf. Lena Buřtiková, "The Radical Right in Eastern Europe" in Jens Rydgren (Ed.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford, Oxford University Press, 2017, pp. 565–581

3.

Florent Parmentier, « Les critiques centre-européennes visant les juridictions supranationales européennes. Quand le politique s'attaque à l'État de droit », RDLF 2023 chron. n°13 (www.revuedlf.com)

D'emblée, il convient de mentionner que la particularité de la Pologne réside dans le fait que, d'octobre 2015 à octobre 2023, le gouvernement a été dirigé par le PiS (Parti Droit et Justice). Ce dernier est un parti affilié au groupe des « Conservateurs et réformistes européens », et a adopté progressivement les thèmes autoritaires et nationalistes-xénophobes, caractéristiques des mouvements de droite radicale populiste en Europe, tels que le RN en France ou l'AfD en Allemagne¹. De ce fait, le PiS peut être considéré comme un cas de parti conservateur « radicalisé² », exacerbant les tensions politiques et institutionnelles notamment vis-à-vis de ses principaux adversaires centristes de la Plateforme civique (PO).

Aux élections législatives d'octobre 2023, le PiS et ses partenaires regroupés au sein de Droite unie sont arrivés en tête avec 35,4% des voix (194 députés sur 460), mais c'est la Coalition civique (composée de la Plateforme civique et de ses partenaires), forte de 30,7% des voix (157 députés), ainsi que ses alliés de la Troisième voie (14,4%, 65 députés) et de La Gauche (*Lewica*, 8,6%, 26 députés), qui ont été en mesure de nommer Donald Tusk, Premier ministre en décembre, poste qu'il avait déjà occupé de 2007 à 2014.



Donald Tusk en 2023

Le fort degré de polarisation ainsi que les attaques répétées contre les institutions de l'État de droit ont caractérisé la période qui s'achève³, ce qui a pu contribuer à un fort regain de participation électorale (74,4% contre 61,7% en 2019). En parallèle de cette évolution, une diversification de la droite radicale dans le champ politique polonais a été observée depuis 2018, avec l'émergence de Confédération (*Konfederacja*) à la droite du PiS, cette coalition obtenant 6,8% des voix (11 députés) en 2019 et 7,2% des voix (18 députés) en 2023. Elle se distingue par son plus grand libéralisme économique, un conservatisme culturel plus aigu et une attitude antisystème plus prononcée.

Dans ce contexte, où en est-on des grands indicateurs de la confiance politico-institutionnelle en Pologne à la sortie des huit années de gouvernement du PiS ? En d'autres termes, quel est l'impact de l'héritage de la dérive illibérale du PiS au pouvoir ?

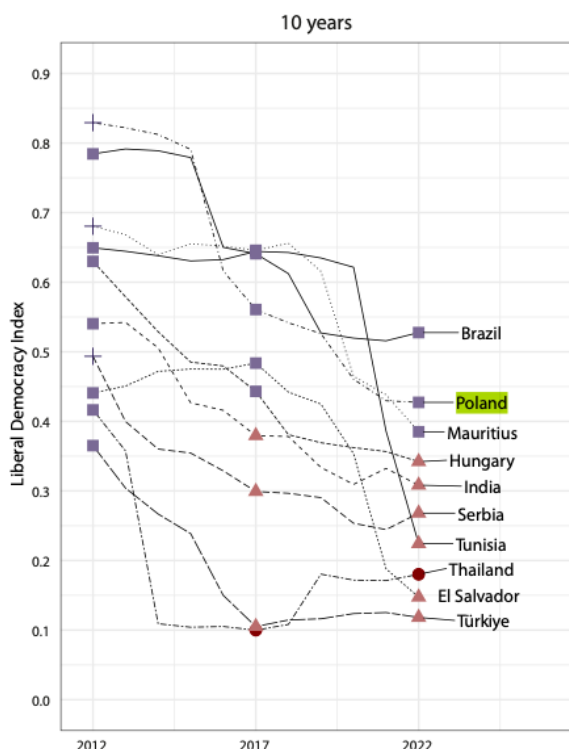
Retour sur la déconsolidation démocratique en Pologne

On peut parler de déconsolidation démocratique pour caractériser un processus par lequel les institutions et les normes démocratiques, considérées comme solides et stables, commencent à se fragiliser, conduisant éventuellement à une régression démocratique. Ce processus peut se manifester notamment par une érosion de la confiance dans les institutions démocratiques et une polarisation croissante de la société, objets centraux de l'enquête du Baromètre de la confiance politique.

Parmi d'autres indicateurs, les données longitudinales de l'institut V-Dem, l'index de démocratie libérale, illustrent le processus de déconsolidation démocratique en Pologne entre 2012 et 2022, tout comme l'ONG Freedom House qui considère la Pologne comme une « démocratie semi-consolidée » en 2023. Le succès électoral du PiS lui a permis d'entreprendre de démanteler les freins et contrepoids institutionnels qui limitaient le pouvoir exécutif et d'établir le contrôle de l'exécutif sur la radiodiffusion publique, au nom de la

« souveraineté populaire ». À ce titre, la période du gouvernement PiS a parfois été caractérisée comme une prise de pouvoir populiste ou une « contre-révolution⁴ ».

Figure 1 : Évolution de l'indice de démocratie libérale en Pologne (2012-2022)



Source : https://www.v-dem.net/documents/29/V-dem_democracyreport2023_lowres.pdf

Un climat général de défiance politique

Dans le paysage politique actuel, à l'instar des autres pays étudiés, le climat général de défiance politique en Pologne se révèle préoccupant, comme le montrent les données du Baromètre. Les résultats de l'enquête menée en janvier 2024 mettent en lumière une profonde méfiance à l'égard des grandes institutions politiques du pays, ainsi que du personnel politique lui-même.

Comparativement aux autres cas, les Polonais affichent le degré de confiance le plus bas dans leurs institutions : pour prendre trois exemples, seuls 25% des Polonais font confiance à leur Assemblée nationale (la *Sejm*), contre 27% en Italie, 29% en France et 40% en Allemagne ; la confiance dans le maire de sa commune ne s'élève en Pologne qu'à 37%, contre 41% en Italie, 58% en Allemagne et 60% en France ; le niveau de confiance dans la justice n'y est que de 26%, contre 42% en Italie, 45% en France et 67% en Allemagne. C'est également vrai sur bon nombre d'indicateurs comparables où les Polonais demeurent les plus critiques sur leurs propres institutions.

Dans le même temps, cette tendance s'accompagne d'une critique sévère à l'égard du personnel politique, puisque seuls 30% des sondés estiment que les hommes et femmes politiques se soucient de l'opinion publique. En la matière, la Pologne obtient cependant de meilleurs résultats que la France (18%) et l'Italie (22%), et un peu moins que l'Allemagne (32%, en baisse de 12 points par

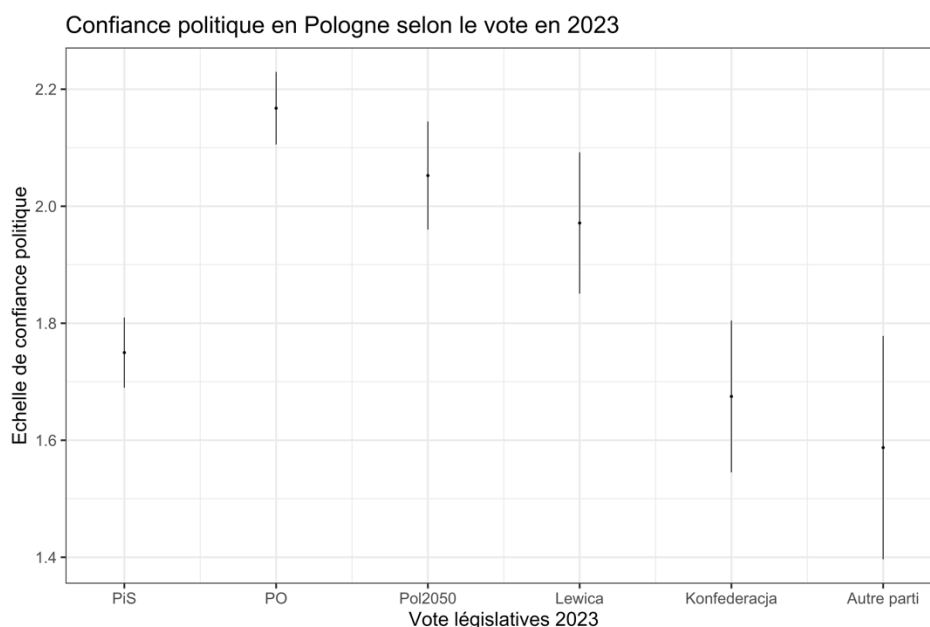
rapport à l'année précédente). La campagne législative d'octobre 2023 a également exacerbé les tensions politiques, avec une forte polarisation de l'opinion publique. De fait, la majorité PiS a tâché de répandre l'idée que Donald Tusk n'était qu'un agent de l'Allemagne, alimentant ainsi les clivages politiques. De plus, le refus du PiS de reconnaître sa défaite électorale souligne l'intensité des rivalités politiques et de la polarisation partisane.

Cependant, derrière ces niveaux de confiance médiocres se cachent des variations sociologiques importantes. En Pologne, la confiance politique est fortement corrélée à l'âge, les personnes âgées manifestant généralement une confiance plus forte dans les institutions politiques. De manière plus surprenante, la confiance politique est négativement corrélée avec le niveau de diplôme, les citoyens les plus diplômés affichant une confiance moindre dans les institutions politiques, une caractéristique distincte de la Pologne par rapport aux autres pays de l'enquête⁵.

Par ailleurs, la confiance politique demeure largement liée aux affiliations partisans, avec des niveaux de confiance variant considérablement selon les électeurs des différents partis politiques. Les partisans de la Plateforme civique (PO), de Pologne 2050 et de la gauche (*Lewica*) affichent un niveau de confiance plus élevé, tandis que ceux du PiS ou de la Confédération expriment une confiance moindre. Ces différences soulignent les divisions politiques profondes qui caractérisent l'opposition actuelle de Droit et Justice et de la Confédération au nouveau gouvernement de Donald Tusk.

5. On utilise ici une échelle de confiance politico-institutionnelle qui combine la confiance dans le gouvernement, dans le parlement et dans les partis politiques. Ces trois questions sont très fortement corrélées entre elles et forment une échelle homogène (Alpha=0,84). On utilise le score moyen, donnant une échelle allant de 1 à 4

Figure 2 : Score moyen de confiance politique selon le vote en 2023



Valeurs prédites de confiance politique, modèle de régression multivariée avec contrôles sociodémographiques

Source : Baromètre de la Confiance politique, vague 15, janvier 2024, Pologne (N=1,820)

La perception de la corruption et l'évaluation du fonctionnement démocratique dans le pays fournissent également un éclairage intéressant sur le niveau de confiance politique en Pologne. La corruption y constitue un enjeu politique majeur, la perception de l'intégrité des responsables politiques étant

particulièrement faible. En effet, 25% seulement des Polonais estiment que les élites politiques sont honnêtes, un chiffre inférieur à celui enregistré en France (30%), en Italie (31%), et nettement en dessous de celui en Allemagne (45%, en baisse toutefois de 8 points sur un an). Ces jugements négatifs traversent l'ensemble des catégories sociales et ne varient que peu selon les positions partisans, soulignant ainsi l'ampleur du problème de la corruption qui touche l'ensemble du spectre politique en Pologne.

Par ailleurs, les Polonais expriment également plus généralement une critique du fonctionnement démocratique dans leur pays. Seuls 35% d'entre eux estiment que la démocratie « fonctionne bien », un niveau similaire à celui enregistré en Italie et en France. Cette insatisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique est également perceptible en Allemagne, bien que dans une moindre mesure, où seuls 51% des répondants portent une appréciation positive, marquant toutefois une tendance à la baisse constante depuis la vague 12 du Baromètre (datée de février 2021).

L'analyse des différences en termes d'électorats met en lumière des dynamiques significatives. On observe une nette coupure entre les partisans des partis qui ont formé le nouveau gouvernement fin 2023 (Plateforme civique, Pologne 2050, *Lewica*), qui expriment une plus grande satisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique, et ceux du PiS et de *Konfederacja*, qui sont plus mécontents. Ces différences persistent indépendamment des profils sociologiques, soulignant ainsi l'importance de l'appartenance politique dans la perception de la démocratie en Pologne.

Défiance dans la société civile

La défiance politique envers les institutions se retrouve également à l'égard des institutions publiques et privées, qui sont globalement à des niveaux de confiance inférieurs à ceux observés dans les autres pays. Cette tendance peut être en partie attribuée à la mémoire encore récente du régime illibéral imposé par le PiS (Parti Droit et Justice). En effet, des niveaux particulièrement faibles de confiance sont enregistrés dans des institutions telles que la police et la justice. Seulement 37% des Polonais expriment leur confiance dans la police, comparé à plus de 70% dans les trois autres pays de l'enquête. De même, seuls 26% des Polonais ont confiance dans le système judiciaire, contre 42% en Italie, 45% en France, et 67% en Allemagne.

Cette défiance s'étend également aux acteurs du monde associatif, qui ont été particulièrement ciblés par le régime conservateur. Seuls 33% des Polonais expriment leur confiance dans les associations, comparé à plus de 50% en Italie et en Allemagne, et près des deux tiers (65%) en France. Les grandes entreprises publiques, largement influencées tout au long des huit années de pouvoir du PiS, ne sont pas épargnées non plus, avec seulement 26% de confiance enregistrée en Pologne, contre environ 40% en Italie et en Allemagne, et 51% en France. Enfin, ce « halo » de méfiance s'étend également aux médias. Environ un quart des Polonais (26%) expriment leur confiance dans les médias, des niveaux comparables, ici, à ceux observés en France ou en Italie. Si la Pologne dispose d'un paysage médiatique varié, le gouvernement PiS a, il faut le rappeler, contrôlé les médias publics et cherché à influencer la ligne éditoriale des médias privés⁶.

6.
<https://rsf.org/fr/pays/pologne>

Quel impact sur les attitudes démocratiques ?

Si l'on reprend les développements précédents, on pourra convenir aisément que l'opinion publique polonaise reste marquée par des niveaux de défiance politique importants envers les acteurs politiques, les médias, les ONG et les grandes entreprises publiques. Cette méfiance généralisée témoigne des défis que rencontre la démocratie libérale en Pologne, notamment après les années de gouvernement du PiS.

Cependant, malgré cette défiance, un soutien « diffus » (pour reprendre ici les termes classiques de David Easton) au régime démocratique persiste. En effet, 84% des Polonais considèrent que la démocratie constitue un « bon régime politique », des niveaux comparables à ceux des autres pays de l'enquête. Cette adhésion aux principes démocratiques rapproche la Pologne de ses homologues d'Europe occidentale.

Néanmoins, des divergences significatives sont observées sur certaines questions. En particulier, une proportion importante de répondants en Pologne (46%) adhère à l'idée d'un régime dirigé par « un homme fort qui n'aurait pas à se préoccuper du parlement et des élections », une proportion plus élevée que dans les autres pays de l'enquête, pour lesquels le niveau s'élève à un bon tiers. Cette tendance peut potentiellement refléter l'héritage illibéral du PiS et la remise en question de l'État de droit sous l'égide de régime conservateur.

En outre, l'attachement démocratique en Pologne se manifeste également par un faible soutien à l'idée d'un pouvoir dirigé par l'armée, avec seulement 14% des Polonais favorables à cette proposition (contre 23% pour la France), la confiance dans l'Armée se situant à 55%, en dessous des autres pays (61% pour l'Italie, 65% pour l'Allemagne et 73% pour la France). Cette donnée souligne la préférence des Polonais pour un système politique démocratique et civil, malgré les défis rencontrés.

Un effet conjoncturel du changement de majorité en octobre 2023 ?

Pour terminer, en dépit d'une défiance clairement établie, il est notable que le bien-être et la sérénité semblent prédominer dans la vie personnelle des Polonais, caractérisée par des émotions positives dans la sphère privée. En effet, les données révèlent que le niveau de bien-être personnel en Pologne est légèrement supérieur à celui de l'Allemagne, ce qui contraste également avec la situation en France et en Italie.

Dans ces conditions, le changement de majorité survenu en octobre 2023 en Pologne semble avoir entraîné un effet conjoncturel notable, notamment en ce qui concerne la confiance politique et l'opinion publique à l'égard des nouveaux dirigeants. En effet, la période post-électorale paraît constituer une période de « lune de miel » ou d'état de grâce pour le nouveau Premier ministre polonais, Donald Tusk. Avec un taux de confiance de 46%, il atteint un niveau similaire à celui de Georgia Meloni en Italie (48%), et il se situe loin devant le chancelier allemand Olaf Scholz (22%) et Emmanuel Macron en France (27%). Cette popularité initiale de Donald Tusk pourrait refléter un certain optimisme et les fortes attentes de changement de la part de la population polonaise après les années de gouvernement du PiS.

Par ailleurs, la confiance générale dans la politique semble être plus élevée en Pologne qu'ailleurs en Europe. Avec un taux de confiance de 54%, la confiance politique en Pologne dépasse même celle de l'Allemagne (45%), loin devant celle de l'Italie (33%) et de la France (30%). Cette confiance accrue pourrait être liée à un sursaut de participation politique. Une analyse des données spécifiques sur les clivages entre villes et campagnes ainsi que sur les différentes classes d'âge permettra de confirmer cette hypothèse. De plus, il serait intéressant d'explorer le lien entre ces indicateurs de confiance politique et les indicateurs de bien-être pour comprendre pleinement les dynamiques socio-politiques en jeu.

Conclusion

Dans cette note, nous avons brièvement exploré dans le cas polonais les tensions entre la confiance dans la politique - dont il semble qu'elle soit associée au changement de majorité et à la fin de règne du PiS - et la défiance qui s'exprime à l'encontre des institutions et du personnel politiques. Aussi, devons-nous nous inquiéter de ce déficit de confiance dans ces institutions, ou devrions-nous nous réjouir du niveau relativement élevé de confiance dans la politique dans son ensemble ?

La nature de cette confiance politique doit être questionnée, surtout si les défiances envers les institutions politiques et le personnel politique continuent de s'enraciner dans le temps. Ce hiatus entre la confiance dans la politique et la défiance envers ses institutions pourrait également indiquer un écart significatif entre les perceptions individuelles du fait politique en général et la réalité institutionnelle. Aussi, il est impératif de poursuivre la recherche pour comprendre les mécanismes sous-jacents à cette dynamique complexe. Enfin, une exploration approfondie des facteurs socio-politiques, économiques et culturels qui influent sur la perception de la politique et des institutions sera nécessaire pour éclairer davantage cette question.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : IVALDI (Gilles) et PARMENTIER (Florent) « Démocratie et confiance politique en Pologne : que reste-t-il de huit ans de régime illibéral du PiS ? », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 15, mars 2024, 7 p.